

Annexe 4

Convention relative à l'assurance qualité

entre

l'Association des Laboratoires de Prothèse Dentaire de Suisse,
(ci-après «l'ALPDS») et

les assureurs conformément à la loi fédérale sur l'assurance-accidents,
représentés par la

Commission des tarifs médicaux LAA (CTM),

l'assurance militaire (AM),

représentées par la

**Caisse nationale suisse d'assurance en cas d'accidents (Suva),
division assurance militaire,**

l'assurance-invalidité (AI),

représentée par

l'Office fédéral des assurances sociales (OFAS)

(ci-après «les assureurs»)

Toutes les désignations de personnes sont valables pour les deux sexes.
La version allemande fait foi.

En vertu du point 3 de la convention tarifaire signée le 3 mai 2017 entre les associations et les assureurs, est conclu ce qui suit:

1. Objet

¹ Par le biais des dispositions de la présente convention, les parties signataires entendent, aux fins d'une exécution uniforme de la convention tarifaire, assurer et promouvoir la qualité de manière homogène et renforcer la transparence dans le domaine des prestations de technique dentaire.

² Les laboratoires habilités à refacturer aux assureurs la réalisation de dispositifs sur mesure (liste positive) s'engagent à respecter les dispositions de la présente convention et de ses annexes ainsi qu'à contribuer à l'assurance et à la promotion de la qualité comme à l'amélioration de la transparence.

³ En vue de la mise en œuvre opérationnelle de la présente convention, les parties signataires créent une Commission qualité (CQ) dont les tâches, les compétences et l'organisation sont définies aux points 3 à 7 ci-après.

2. Bases

¹ Les dispositions de la LAA (art. 56), de la LAI (art. 27) et de la LAM (art. 26) constituent la base de la présente convention. La fourniture de prestations est notamment soumise aux principes de transparence, d'efficacité, d'adéquation et de rentabilité du traitement.

² Les règles suivantes de l'association sont valables pour la convention:

- a) Engagement à instaurer la plus grande transparence possible concernant la qualité et l'origine des travaux de technique dentaire dans le cadre de la concurrence nationale et internationale
- b) Dispositions de l'art. 3 ch. 1 des statuts relatives aux conditions requises pour acquérir la qualité de membre de l'association (formation et infrastructure).
- c) Engagement de tous les laboratoires figurant sur la liste positive à déclarer correctement l'origine de tout dispositif sur mesure conformément aux dispositions de la convention tarifaire du 3 mai 2017 et de son annexe 1 «Fabrication en Suisse».

3. Tâches et compétences de la Commission qualité (CQ)

¹ La CQ veille à la mise en œuvre de la promotion et de l'assurance de la qualité ainsi que de l'amélioration de la transparence conformément aux points 2.1 et 2.2 de la présente convention.

² La CQ assume la vérification de l'obligation de déclarer le pays de réalisation des travaux de technique dentaire ancrée au point 5 al. 1 let. c de la convention tarifaire du 3 mai 2017 en combinaison avec son annexe 1.

³ La CQ décide au cas par cas si le document attestant des prestations fournies relatif aux travaux contrôlés et les indications sur le bulletin de livraison détaillé et usuel à la branche sont corrects (contrôle de la déclaration de fabrication conformément à l'annexe 1 de la convention tarifaire du 3 mai 2017). Elle prononce les sanctions en première instance.

⁴ Les sanctions possibles s'étendent de l'avertissement à une radiation temporaire de la liste positive en passant par une réduction temporaire de la valeur du point tarifaire. Les détails y afférents sont réglementés dans l'annexe de la présente convention.

⁵ Les décisions de la CQ peuvent être portées devant la Commission tarifaire de la technique dentaire (CT), qui officie en tant qu'instance de recours.

4. Procédure de décision et d'application

¹ Sous réserve de la consultation d'organes supérieurs des parties signataires, les décisions ont force obligatoire à la date du procès-verbal de la Commission approuvé.

² Toute procédure de consultation relative à une décision doit être annoncée par la partie signataire requérante lors de son traitement au sein de la CT avec indication d'une échéance de traitement réaliste.

³ Les demandes de réexamen visant des décisions approuvées doivent être soumises par écrit par les parties signataires dans un délai de 14 jours à compter de l'approbation du procès-verbal de la Commission. A l'expiration de ce délai, les décisions sont dotées de la force obligatoire.

⁴ Dans le cadre de l'application de décisions, les procédures et délais ad hoc des parties signataires doivent être pris en compte et, le cas échéant, réglementés dans une convention séparée.

⁵ La publication de décisions doit faire l'objet d'une concertation via la définition préalable d'une position commune et coordonnée dans le temps entre les parties signataires.

5. Organisation de la CQ

¹ La CQ se compose de:

- a) deux représentants de l'association et de
- b) deux représentants des assureurs.

² A la fin de chaque année civile, la CQ nomme un de ses membres président pour l'année suivante en veillant à alterner représentants de l'Association et représentants des assureurs.

³ La CQ se réunit sur convocation du président au moins une fois par an ou en cas de besoin.

⁴ La CQ dispose d'un secrétariat tenu par l'ALPDS («Swiss Dental Laboratories»), lequel réceptionne les demandes des parties signataires et effectue les travaux en amont et en aval de leur traitement au sein de la Commission.

⁵ La convocation, l'ordre du jour et les documents correspondants sont remis aux membres de la CQ au moins quinze jours avant la séance.

6. Prise de décisions de la CQ

¹ Les décisions de la CQ sont prises à l'unanimité et, exceptionnellement, par voie de circulation.

² Les abstentions ne sont pas prises en compte.

7. Financement de la CQ

¹ Les parties signataires dédommagent elles-mêmes leurs représentants.

² Les frais du secrétariat de la CQ sont recensés annuellement, et approuvés et financés sur décision de la CQ. Le secrétariat est en principe financé par les recettes issues des frais d'examen et d'adhésion ainsi que des cotisations annuelles des signataires individuels. Si nécessaire, le financement est assuré pour moitié par l'Association et pour moitié par les assureurs.

8. Confidentialité au sein de la CQ

Les données, travaux et décisions de la CQ sont confidentiels. Les décisions au sens du point 4 al. 5 de la présente convention sont réservées.

9. Eléments de la convention

Procédure de vérification de la déclaration conformément à l'annexe 1

10. Entrée en vigueur et résiliation

¹ La présente convention entre en vigueur au 1.1.2018.

² La présente convention peut être résiliée fin juin ou fin décembre de chaque année, dans le respect d'un délai de préavis de douze mois. Les parties s'engagent à entamer immédiatement de nouvelles négociations après la résiliation de la convention.

Annexe 1:procédure de vérification de la déclaration

Berne/Lucerne, le 3 mai 2017

**Association des Laboratoires de Prothèse
Dentaire de Suisse (ALPDS)**

**Office fédéral des assurances sociales
Domaine Assurance-invalidité (AI)**

Le président
Richard Scotolati

Membre du CC
Renzo Trachsler

Le vice-directeur
Stefan Ritler

Expert Tarif ALPDS
Marco V. Camin

Commission des tarifs médicaux LAA (CTM)

**Caisse nationale suisse d'assurance en cas
d'accidents (Suva)
Division assurance militaire**

Le président
Daniel Roscher

Le directeur
Stefan A. Dettwiler